



RÉVOLUTIONNAIRES

Tours · agglomération

Bulletin des militant·e·s du NPA 37

Non à la répression, Soutenons les Palestiniens

« État d'Israël assassin, Sciences Po complice ! » c'était un des slogans des étudiants de Sciences Po Paris, malgré l'interdiction d'un rassemblement de solidarité au peuple palestinien par la préfecture. Interdiction doublée d'un lock-out total de l'université. Mais pour l'instant, ni le lock-out, ni les nombreux camions de CRS et motos de la Brav-M n'ont eu raison des étudiants dont Macron déplore le « séparatisme ».

Plutôt que de s'indigner du génocide en cours à Gaza, Macron a choisi de déplorer une action pacifique qui a eu lieu à Sciences Po le 12 mars. Pendant quatre heures, un amphithéâtre a été occupé par une centaine d'étudiants, avec chants et drapeaux palestiniens. L'entrée n'a été refusée à aucune personne en raison de sa religion, ni même de ses opinions politiques supposées ou avérées. La seule étudiante qui s'est vu refuser l'accès le confirme dans son interview au Parisien. Les organisateurs ont temporairement refusé l'entrée à une personne « ayant par le passé filmé et affiché sur les réseaux sociaux des militant·e·s pro-palestinien·nes », donnant lieu à des faits de harcèlement.

Procès médiatique

Dans les 24 heures, l'école a pourtant déclenché une enquête, Macron en a parlé en Conseil des ministres, BFM et tous les médias ont répercuté l'affaire, et le lendemain le Président envoyait Gabriel Attal sur place. À la suite de quoi ce dernier a déclenché l'article 40 du Code de procédure pénale, qui revient essentiellement à menacer les organisateurs de poursuites judiciaires.

Macron se dit « solidaire » dans ses tweets de ceux qui meurent sous les bombes à Rafah, mais il continue de soutenir l'État d'Israël, et en France, il continue de réprimer ceux qui s'opposent au génocide et dénoncent son hypocrisie.

Ce ne sont ni les enfants affamés à Gaza, ni les bombes qui ont fait plus de 30 000 morts qui mériteraient l'attention et l'indignation de nos dirigeants ?

Tant que le génocide continue, les étudiants de Sciences Po et d'ailleurs auront raison de le dénoncer. 15/03/2024

Éducation Nationale : mobilisation contre le tri social en Indre-et-Loire

Le « choc des savoirs » provoque des remous en Indre-et-Loire (37). Cette réforme, voulue et annoncée par Attal quelques jours avant de quitter le ministère, vise à créer des groupes de niveau dès la 6e sur l'intégralité des heures de maths et français. Le mot groupe est trompeur : il ne s'agit pas de diminuer le nombre d'élèves, qui pourrait atteindre 30, mais de les réunir selon leurs résultats. Les élèves ne seront plus avec leur classe dans ces deux matières, soit environ un tiers de l'emploi du temps, pour être répartis dans des « groupes » avec presque autant de camarades. Un non-sens pour les enseignants : stigmatiser les uns et placer les autres en compétition dès 11 ans n'est ni souhaitable, ni efficace.

Tri social à la sortie du primaire

Selon un avis du Conseil supérieur des programmes du 30 janvier, les élèves qui seraient dans le « groupe des fondamentaux » (traduire : le groupe des nuls) n'auraient plus le droit d'aller au lycée général. Mais pour les familles, leurs enfants seraient pourtant inscrits au collège comme tous les autres... Le diplôme du brevet qui serait obligatoire pour aller au lycée est très sélectif, surtout pour les élèves qui voudraient aller en lycée pro. En cas d'échec, il ne leur resterait plus qu'à chercher un apprentissage.

Avant les textes officiels, parus mi-mars, le rectorat exigeait déjà des collèges qu'ils préparent la rentrée avec des moyens en maths et en français pris sur les dispositifs qui existaient cette année : suppression des demi-groupes en sciences, suppression d'une langue (italien, allemand) ou du latin... Et la suppression d'une heure pour tous les élèves en 6e. A chaque réforme, un peu moins d'heures de cours, et on s'étonnerait d'une baisse des résultats dans les enquêtes !

La réforme ne passe pas

Plus encore que le manque de moyens, la réforme choque en faisant voler en éclat l'image que beaucoup de professeurs se font de leur métier : il ne s'agirait plus que de trier, pas de former ou de faire progresser.



Le personnel et les parents ne suivent pas les injonctions. Plus de 15 collèges du département avaient refusé de voter la répartition des moyens proposée pour l'année prochaine lors du conseil d'administration : une situation inédite.

La grève du 1er février avait été très suivie, avec plus de 1500 manifestants à Tours et des collèges bien plus représentés qu'à l'habitude. Au mois de février, des actions « collège mort » sont lancées, c'est-à-dire que les parents n'envoient pas les élèves et l'établissement reste désert. À Chinon, un seul élève s'était présenté le jour dit ! Des pétitions de parents opposés à la réforme ont été largement signées.

Le ministère reste sourd

Le ministre veut sa réforme, car c'est toute l'éducation publique qui est dans le collimateur. On propose aux professeurs de langue d'assurer des heures de français et à ceux de technologie des heures de maths. Devant une délégation du collège La Rabière, classé REP+ (Réseau Éducation Prioritaire +), qui perd une classe et de nombreuses heures d'enseignement l'an prochain, il est question de « l'avenir incertain des REP ». Comme partout en France, on prend le peu de moyens sur l'éducation prioritaire pour financer la dernière lubie macroniste. La profession se sent atteinte : des profs perdent leurs illusions sur leur rôle et sur les objectifs du ministère. Certains ont fait grève pour la première fois. Peut-être pas la dernière !

Avant les vacances, le collège Léonard de Vinci à Tours s'était mis en grève, sur la base d'un préavis local contre le « choc des savoirs » et la réduction des moyens. 22 professeurs étaient en grève sur 29, et seulement 45 élèves sur plus de 460.

Dès le retour des vacances lundi 11 mars, huit « collèges morts » ont été à nouveau organisés à Tours et dans les environs. Quatre élèves seulement sont venus à Corneille.

La lutte continue. Le 19 mars, lors de la journée de grève de la Fonction Publique - 10h à la Préfecture et manifestation - les personnels de l'éducation seront bien là !

Le président de la métropole profère des insultes racistes !

Le 4 avril 2023 devant témoins, le président Augis (Les Républicains) insultait son vice président Cédric Oliveira en ces termes: « tu n'es qu'un VP [vice président], tu n'es qu'un sale portugais ». L'élu visé n'a pas voulu porter plainte, mais une association l'a fait. Après audition au commissariat de police en décembre, il a comparu le 7 mars 2024 au tribunal pour : « injure à caractère racial par personne dépositaire de l'autorité publique ».

A l'audience, Augis explique : « Je ne le pensais pas en réalité ». il aurait cédé à « une charge émotionnelle ».

Il suffit de gratter un peu pour savoir ce que pensent nos élus « républicains » : leurs convictions et leur mépris pour toutes les classes populaires ressortent au moindre stress, même lors de réunions publiques.

Musicien de l'opéra de Tours : le pipeau des élus municipaux !

Le 15 mars, il n'y avait pas Verdi au grand théâtre mais encore grève !

Depuis deux ans, les musiciens demandent le passage de leur CDD en CDI à temps plein pour sortir de leur précarité. Depuis deux ans, les élus de la municipalité les baladent avec des promesses non tenues en les confinant dans leur précarité .

C'est quoi cette gauche au pouvoir qui gère comme des patrons ?

SNCF :

Contrôleurs et aiguilleurs en grève, aller vers la jonction !

Plus de 70% des contrôleurs ici comme ailleurs étaient en grève les 17 et 18 février. Des aiguilleurs aussi ont arrêté le travail, mais sur un temps différent. Tous exigent de l'embauche de jeunes et des augmentations de salaires.

Faire grève pour embaucher, c'est aussi se battre pour les autres en permettant de sortir des jeunes du chômage. Faire grève pour des augmentations de salaires, c'est juste prendre sur les profits croissants de la SNCF (1, 3 milliards d'euros en 2023) pour qu'ils bouclent leurs fins de mois.

Domage qu'à l'approche des élections professionnelles, chacun semble vouloir faire des démonstrations de son côté, plutôt que de préparer dès maintenant une riposte à plus grande échelle.

**SANS PATRIE
NI FRONTIÈRES !**



**UNITÉ DE CLASSE CONTRE LA POLITIQUE
MIGRATOIRE DE « L'EUROPE FORTERESSE »**

Le NPA sera bien présent aux élections européennes !

En juin se tiendront les élections européennes. Le NPA et son journal « Révolutionnaires » y seront présent en présentant une liste de travailleuses et travailleurs. Les élections ne changent pas la vie, mais nous permettent de partager à une large échelle l'idée qu'il est urgent d'en finir avec le capitalisme.

Notre liste défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et toutes les travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement : 400 euros de plus pour toutes et tous, pas de revenus inférieurs à 2000 euros ! Elle affirmera son opposition radicale à cette Europe « forteresse » hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, que tous les partis politiques au service de la bourgeoisie ont contribué à mettre en place depuis des décennies.

Ensemble, nos porte-paroles de campagne, Selma Labib (conductrice de bus), Gaël Quirante (postier licencié), Armelle Pertus (institutrice) et Damien Scali (aiguilleur) défendront une Europe des travailleurs.

Pour aller plus loin : le 8 mars et la lutte des femmes

Le 8 mars est la journée internationale des droits des femmes. Bien qu'aujourd'hui cette journée s'apparente à un clin d'œil de "mise à l'honneur des femmes", l'origine de cette échéance est loin de sa dépolitisation actuelle. D'abord, la mention de "femmes" suggère qu'elles formeraient un groupe homogène. Ensuite, cette mise à l'honneur universaliste est une démarche de célébration pacificatrice des rapports de classes. Il est donc nécessaire de redonner au 8 mars son essence de lutte et d'un féminisme communiste et révolutionnaire.

En effet, cette date est initialement marquée par les grèves victorieuses des travailleuses. Pour cette raison, elle est notamment choisie par Clara Zetkin pour imposer notre ligne féministe à une échelle de masse. En voici quelques exemples historiques – 1869, Lyon, 1800 ouvrières de la soie en grève pendant 1 mois pour la réduction de 1h du temps de travail par jour. 1909, New York, les ouvrières du textile se mettent en grève de plusieurs mois pour la fin du travail des enfants, le droit de vote et des meilleures conditions de travail. 1911, Clara Zetkin, présidente de l'Internationale des femmes socialistes, visibilise l'oppression spécifique des femmes prolétaires et tente la jonction entre les forces du mouvement ouvrier et féministe. 1917, les ouvrières russes du textile débrayent et ouvrent la voie à la révolution.

À partir de 2016, à l'occasion des mobilisations impulsées par « Ni Una Menos », mouvement de lutte contre les féminicides en Argentine, la date du 8 mars est réinvestie par les féministes à l'internationale. En 2017, elles lancent un premier appel à la grève des femmes dans plus de 50 pays : une grève du travail salarié et domestique. En France, les organisations syndicales, les partis et les associations féministes appellent à la grève et aux manifestations, mais sans une reprise massive des travailleuses. En effet, la date n'est pas assez préparée par le bas, surtout, car les directions qui y appellent n'y accordent que peu de moyens.

Le bulletin « Révolutionnaires » est écrit par les militant·e·s du NPA de Tours et de son agglomération.

RÉVOLUTIONNAIRES
Tours · agglomération

Lors du congrès de décembre de 2022, une des plateformes du NPA a choisi de se séparer du reste de l'organisation. A Tours, cette situation se traduit par l'existence de deux comités séparés.

Les militant·e·s du Nouveau Parti Anticapitaliste continuent de construire un parti pour tous les exploité·e·s et les opprimé·e·s, qui ont, à eux seuls, la capacité et la force de changer cette société, non par les élections, mais par leurs propres luttes.

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr>